

Le perchoir d'un vieux censeur et les archaïsmes d'un Sénat

Prenant le relais de l'APN, le Sénat était appelé, lundi dernier, à une plénière consacrée à l'examen de 8 projets de loi. Hormis le fait que l'exécutif imposa à cette Chambre une procédure expéditive (10 jours), la séance d'ouverture fut curieusement dédiée à un réquisitoire contre la presse que le président prononça à partir du perchoir. Accusant les journaux de porter atteinte à «l'exercice de la démocratie» lorsqu'ils critiquent les actes présidentiels, Monsieur Bensalah n'hésita pas pour qualifier de «procédés diffamatoires» les commentaires publiés par les journaux et relatant la désignation d'un ex-ministre au poste de sénateur. L'assertion est en soi péremptoire car elle souligne en pointillé l'annonce d'une prochaine campagne de censure. Or, fait curieux, celui-là même qui vient de décider de polémiquer sur la manière dont se décline la liberté d'expression n'a-t-il pas été, dans une autre vie professionnelle, un modeste plumitif ? Devenu grâce aux paramètres claniques et à l'esprit maçonnique du parti unique une personnalité politique, il se retrouve de nos jours dans les habits de second personnage de l'Etat, en termes de préséance uniquement.

Une étonnante ascension que les observateurs affûtés de la classe politique attribuent à son caractère accommodant. Sans doute qu'à ce propos, il est fait allusion à sa prudence et son effacement, lesquels sont effectivement les critères de choix pour accéder à une longévité dans la carrière. Monsieur Bensalah, modèle indépassable dans tous les rôles qui lui furent affectés, est justement un cas rarissime de discrétion, laquelle ne doit

pas être confondue avec modestie ! Or quelle mouche l'a-t-elle piqué au point de tout confondre et se retrouver dans le médiocre rôle de censeur ? Lui qui s'est surpris à disserter sur la supposée «majesté des institutions» d'une République déjà dans le ruisseau, comment pouvait-il ignorer qu'il préside la Chambre la plus contestable de toute l'architecture constitutionnelle du pays : celle du Sénat algérien.

La risible contrefaçon d'un Parlement prétendument sorti des urnes alors qu'il incarne l'illégitimité au second degré. Pis encore, est-il devenu une quasi-dépendance où le pouvoir recycle les courtisans sans prébendes. Car, se demande-t-on, par quelle magie politique accède-t-on au cénacle des «chouyoukh» sans pour autant subir le véritable bizutage des urnes ? Et bien, en commençant par draguer les pauvres électeurs de son douar afin de devenir membre d'une APC. Puis d'acheter le vote de ses semblables moins ambitieux ou moins riches. La recette est simple, il suffit de tout corrompre pour conquérir le marocquin de sénateur. En clair, le trafic d'influence dans tous ses aspects et ses méfaits régente en amont cette comédie des urnes d'où est issue une partie de la future élite de législateurs. C'est que les impétrants, envoyés officiellement par les vastes territoires, sont pour la plupart d'authentiques vassaux dont les qualités intellectuelles sont tout à fait relatives.

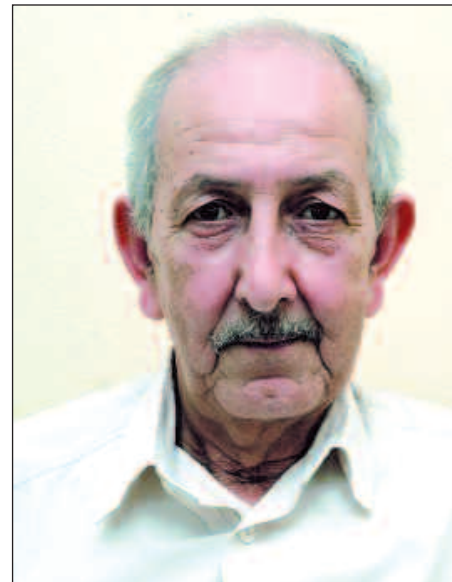
Faux élus par des primo-imposés à la base, ils sont effectivement estampillés comme des illégitimes au second degré. Issus des baronnies politiques locales, ils sont, pour la plupart, précédés de solides réputations douteuses.

Manœuvriers sans scrupules mais agissant à la solde de donneurs d'ordres, ils font cependant partie de ceux qui maîtrisent les

méandres de la corruption dans leur wilaya. Il est vrai que ces compétiteurs pour le statut de sénateurs ont de qui tenir dans les domaines de la rouerie et la duplicité. Dans l'ensemble, ils reçurent la même éducation idéologique. Celle qui les a convaincus que la «militance» (à ne pas confondre avec le militantisme) est essentiellement une affaire d'entrisme d'abord, de prédation ensuite et de reniements enfin. Ainsi, à la médiocrité crasse caractérisant ces Rastignac de village s'ajoutera chez eux un féroce appétit pour les biens matériels. Schématiquement, donc, l'émergence de cette typologie de grands élus est tout à fait à l'opposé du projet d'un bicamérisme légiférant auquel pensait le constitutionnaliste en 1996.

Le grossier accaparement d'une Chambre par la fraude en deux temps n'est-il pas à l'origine du discrédit général qui a frappé nos institutions ? Un constat aisément vérifiable à travers le calendrier des rendez-vous électoraux (APC-APW et APN).

Vingt ans donc après sa naissance (1996-2016), le problème de l'efficacité de cette seconde Chambre se pose évidemment avec une acuité due au fait que l'Etat réel a été dépossédé progressivement de ses fondements institutionnels. Confisqué par une camarilla faisant la loi à la place d'un Parlement, ce Sénat en a été vite réduit à un décorum uniquement utile comme chambre d'enregistrement. D'où le corollaire interrogatif qui revient à chaque tournant du débat le concernant. Ainsi est-il souvent rappelé que Bouteflika, si proluxe en critiques à propos des institutions dont il a hérité, en a fait par la suite un si mauvais usage au point de les réduire à la fonction d'annexes de la courtisanerie à son service. Autrement dit, l'exigence actuelle qui interpelle le régime consiste à



Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@yahoo.fr

l'interroger sur les raisons qui le poussent à continuer à exercer un pouvoir discrétionnaire, lui permettant de nommer par le simple fait du prince un panel de «chouyoukh» dans une institution théoriquement élective ?

A partir de ce douteux héritage, devenu un levier des allégeances mortifères, il eut été préférable, pour le président du Sénat, de commencer par se désoler qu'un tel archaïsme puisse encore subsister dans la loi organique relative à cette Chambre du Parlement avant de se hausser du col et donner des leçons d'éthique professionnelle. Or, c'est bel et bien cette disposition ancienne qui fait problème de nos jours. Celle qui s'inspire de coutumes moyenâgeuses des monarchies et dont le président de la République continue à en faire sa carotte auprès de sa cour.

Hélas, tout cela tient au fait que l'on occulte sciemment les vertus du principe vital de la démocratie en République. Celui qui fait du droit à la critique le moteur du progrès.

B. H.

Le Soir sur Internet :
http://www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam



Hai j'en ai marre !

Mouloudia ! Ali Bencheikh claqué la porte de la direction des jeunes talents. Interrogé, le...

... Talent s'est dit soulagé !

Au lendemain des résultats du bac, je «tombe» par hasard sur un article traitant du taux de réussite élevé dans un lycée à Sougueur répondant au doux surnom de... Guantanamo. Rien que ça ! Je précise tout de suite, il ne s'agit que d'un surnom, pas du nom officiel. De plus, il est vrai que lorsque tu vois les photos de cet établissement scolaire, l'orange dominant peut effectivement vaguement rappeler la tenue des détenus de Guantanamo. Mais tout de même ! Malgré toutes ces «explications», surnommer un lycée «Guantanamo» me laisse songeur sur notre rapport au savoir, à notre cadre de vie et à notre vaste pays de manière générale. La semaine dernière, encore, je lisais que les «habitants de Hai El Ham étaient privés d'eau depuis plusieurs semaines». Hai El Ham ! Mon Dieu ! Comment peut-on surnommer une cité

d'habitation «Quartier de la misère» ? Souvenez-vous encore, en janvier dernier, je lâchais ici même un gros coup de gueule sur un quartier algérois appelé «Cité Faïence». Je ne comprenais pas, et je ne comprends toujours pas qu'on puisse intégrer dans son processus mental comme normal, banal d'accepter de désigner son cadre de vie quotidien par la dénomination «Haï Faïence». En vérité, il suffit juste d'ouvrir un peu plus les yeux, de ne pas juste les poser sans vraiment les poser sur notre décor de vie, sur ce qui fait notre espace pour constater les dégâts effroyables de la déshumanisation spatiale qui ronge l'Algérie. Le processus d'apprentissage scolaire est déjà biaisé, faussé dès lors que le gosse décrit ainsi l'acte de se rendre à l'école, le matin : «je vais à Guantanamo» ! Quel Mozart en devenir peut pousser la partition dans un coin de la cité «El Ham» ? Combien de candidats aux Beaux-Arts viennent-ils de la Cité Faïence ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.